



Internationaler Archivkongress 2004
23.-29. August - Wien - Österreich

Archive, Gedächtnis und Wissen



Archives and Human Rights Violations

Jens Boel

Christine Martinez

Antonio González Quintana

Armelle Le Goff

Anna Svenson



LE CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

PRÉSENTE

SANS VOIX

SANS VISAGE

POUR NE PAS LES OUBLIER



« LES ARCHIVES SONT CRUCIALES
POUR NOUS PERMETTRE DE
RENDRE DES COMPTES. ELLES
SONT UN REMPART PUISSANT
CONTRE LES VIOLATIONS DES
DROITS DE L'HOMME. NOUS
DEVONS NOUS RAPPELER NOTRE
PASSÉ POUR FAIRE EN SORTE QU'IL
NE SE REPÈTE PAS. »

Mgr Desmond TUTU
octobre 2003

ÉTABLIR DES PREUVES

EQUIPO ARGENTINO DE ANTROPOLOGÍA FORENSE
Argentine Forensic Anthropology Team

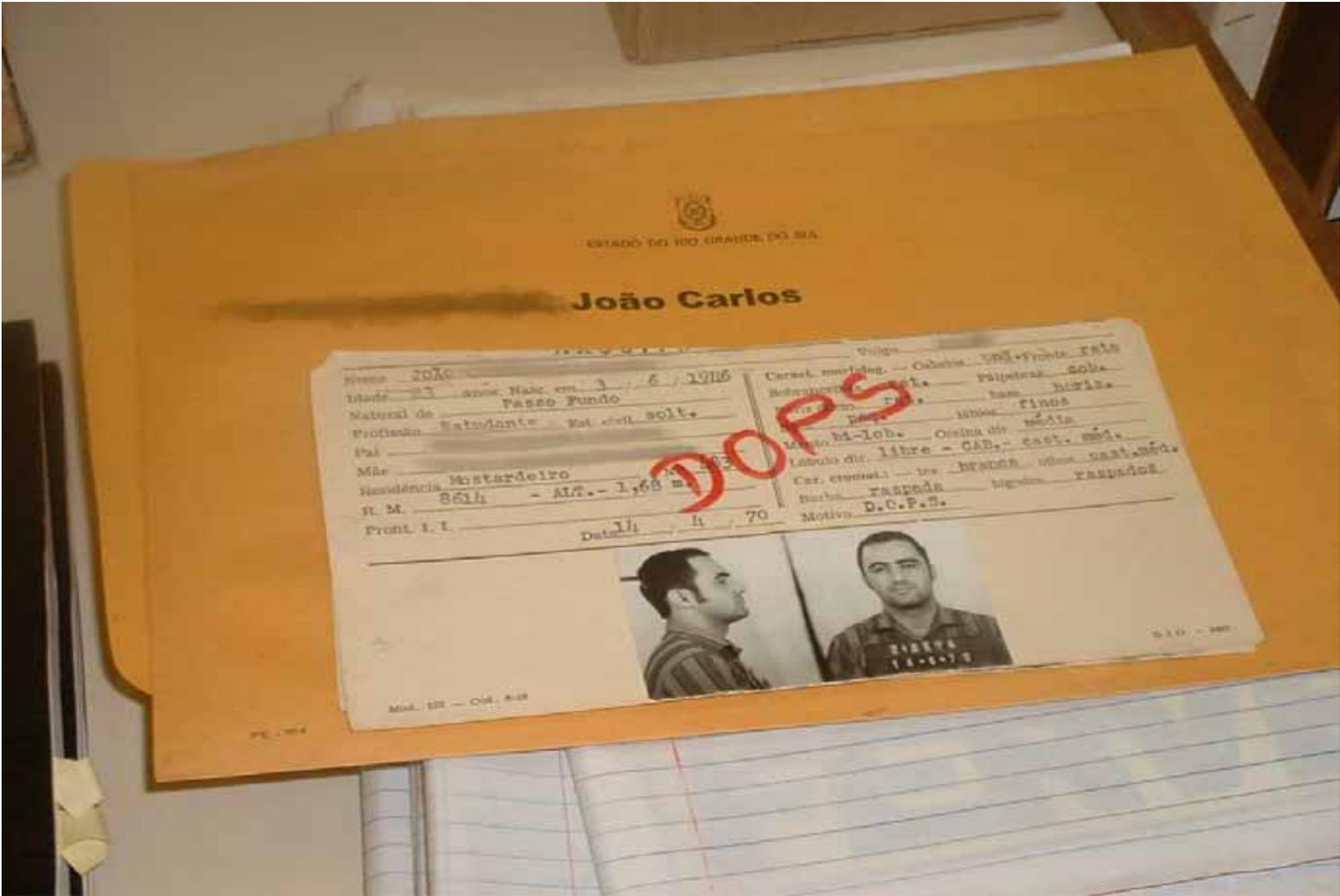
INFORME ANUAL 2001

EAAF

 2	 2	 2
MEDIOS	ANULARES	MEÑIQUES
 2	 2	 2

Caja N.º ...
Informada por ...

RECHERCHER ET RETROUVER



LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ



SE SOUVENIR

VIVIANA
MICUCCI

~~DESAPARECIDA~~

11 NOVIEMBRE 1976

LES ARCHIVES AU SERVICE DES DROITS DE L'HOMME

Droit de savoir, droit à la justice, droit à réparation: ces droits fondamentaux auxquels peuvent prétendre les victimes des répressions ne peuvent s'exercer que si les preuves des violations ont été conservées : ces preuves sont fournies par les archives.

Sources étatiques et institutionnelles, ou sources non gouvernementales, ces archives en raison de leur contenu ont trop souvent été menacées : destruction volontaire, dispersion, négligence ou méconnaissance de leur intérêt...

Protéger ces archives, c'est défendre les droits des victimes, mais aussi prévenir la répétition de ce type de violations, éduquer les jeunes et informer les générations futures : tel sont les objectifs que se sont fixés les archivistes du monde entier lors de la Conférence internationale de la Table ronde des Archives tenue au Cap en octobre 2003.

Que cette exposition permette à ceux qui ont disparu, à ceux dont la vie a été brisée de retrouver leur voix et leur visage, pour nous empêcher d'oublier.

UN CONCEPT POUR FAIRE ENTENDRE TOUTES LES VOIX DU MONDE

Cette exposition est à la fois une et multiple :

Bâtie sur un concept unique imaginé par le groupe de travail sur les archives des droits de l'Homme du Conseil international des Archives, elle offre son cadre à tout pays, institution, organisation non gouvernementale qui souhaite l'utiliser pour informer sur les violations des droits de l'Homme par le biais des archives.

Cette exposition fonctionne comme une chaîne :

Utilisée par un pays (institution, organisation, association), elle voyagera sous cette forme vers un autre pays, qui devra à son tour proposer sa version de l'exposition et « l'enchaîner » à la version précédente.

Ces premiers maillons ont été réalisés par le Conseil international des Archives avec l'organisation « Memoria Abierta », d'Argentine, et Bibliothèque et Archives Canada.



MEMORIA ABIERTA :
ARCHIVES ET DROITS DE
L'HOMME EN ARGENTINE



1982 - El 30 de marzo el centro de la ciudad de Buenos Aires se convirtió en el escenario de una dura represión desatada contra la marcha convocada por la C.G.T.
Fotografía A.R.G.R.A.
Foto: Pablo Lasansky

Les forces armées argentines ont pris le pouvoir une douzaine de fois entre les années 1930 et les années 1980. Pendant cette période, deux présidents seulement démocratiquement élus ont terminé leur mandat constitutionnel. Les deux étaient généraux de l'Armée.

Cette situation a engendré un vaste mouvement de protestation sociale et politique, qui a crû en violence à mesure que les autres formes de participation au processus politique étaient interdites ou annulées.



La dernière de ces dictatures militaires a gouverné le pays entre 1976 et 1983. Pour concentrer le pouvoir politique, elle a trahi la Constitution, dissous le Congrès, renvoyé les juges de la Cour suprême et confisqué, censuré ou éliminé tous les moyens de communication d'opposition. Pour contrer le vaste mouvement de protestation, la Junte militaire a instauré l'Etat terroriste comme mécanisme systématique et général de répression sociale.

Les agissements de l'Etat terroriste ont été justifiés au nom de la Doctrine de la Sécurité nationale. La terreur s'est développée et installée par différentes méthodes. Pendant la "guerre sale", des milliers de citoyens ont été séquestrés et torturés dans des centres clandestins de détention, et exécutés en secret.

PODER JUDICIAL DE LA NACION

Zo	No
----	----

CEBULA DE NOTIFICACION

Buenos Aires, 29 de Julio de 1977

A 1 Sr. JOSE GASTAR VIGNOCCI

Domiciliado en... Dingunal Norte 555, Piso 7º, Oficina 71

CONSTATADO

Hago saber a usted, a fin de que surta los efectos legales que establece el Título VI del Libro Iro. del Código de Procedimientos en lo Criminal, que en la causa No. 2.3.6.2. seguida por Habeas Corpus contra Daniel Bernardo y Viviana Ercilla Higuera...

"Buenos Aires, 29 de Julio de 1977.- Agréguese y oírse vista al // presentante y al Señor Fiscal por su orden y por el término de 24 horas. Firmado Luisa M. Riva Aramayo, Jueza de Sentencia. Ante mí: Juan José Amaral, Secretario.-" Queda Ud. NOTIFICADO.-

SECRETARIA N° 10

JUAN JOSÉ AMARAL SECRETARIO

Ases 31 Agosto 77

7-5-63. job

19
51148

UICA.
29.2.84

Carp. 11
Leg. 7
Crion 1

VER DORSO

LEGAJO
Nº E. 7880.-

Apellido MIGNONE Lujan

Nombre Emilio Fernán D. I. 1 Serie.....

Hijo de Emilio y de Candelaria Miguola Sección.....

Nacido el 23 de Julio de 1922 Nació en Argentina

Provincia Buenos Aires Pueblo Lujan

Estado civil casado Nombre del cónyuge.....

Matrícula Nº 712.842 D. M. 14 C. I. Nº..... de.....

Domicilio Uruburu y Las Heras Nº..... Localidad Lujan

Profesión Abogado Instrucción.....

Antecedentes sociales.....



1983 - Las Madres de Plaza de Mayo comenzaron siendo un grupo que, desde el '77, se reunió para reclamar por sus hijos desaparecidos, desafiando la dictadura
Fototeca A.R.G.R.A.
Foto: Pablo Lasansky



Juzgado Nacional de Primera Instancia en lo Criminal de Sentencia

Letra

del

Dr. *Agustín A. de la Cruz*

Secretario

Dr. *Juan José Álvarez*

En el día *19* de *enero* de *1887* en *San Pedro de Macoris*

Yo *Agustín A. de la Cruz*

Secretario

Concedo

Concedo

al *Juan José Álvarez*

Secretario

19

SECRETARIO



1984 - " Cuando se leyeron las sentencias, Videla miraba un libro, Massera se mostraba soberbio, Viola indignado y Agosti tranquilo.
"Testimonio del Fiscal Strassera al Periódico Acción
Fototeca A.R.G.R.A.
Foto: Juan Carlos Piovano





1976 A VOS TAMBIÉN TE PASÓ

A 25 años de la dictadura militar

21 DE MARZO - 10 HS.
HOMENAJE
TRAZO DE UN SIGNO
EN EL RÍO DE LA PLATA
PUERTO DE OLIVOS

22 DE MARZO - 10 HS.
ACTO EN LA PLAZA DEL
CANAL DE SAN FERNANDO
MARCHA A LOS
ASTILLEROS DE ASTARSA

24 DE MARZO
MARCHA DESDE EL
CONGRESO HACIA
PLAZA DE MAYO
MICROS DESDE PTE. SAO PEDRO
14 HS.

2001
**MEMORIA, VERDAD
Y JUSTICIA**

ZONA NORTE

Créditos y Edición: Jorge Volante

MEMORIA ABIERTA : QUI SOMMES-NOUS ?



Abuelas de
Plaza de Mayo



Madres de Plaza de Mayo
-Línea Fundadora



CELS
Centro de Estudios
Legales y Sociales

**Servicio Paz y
Justicia -SERPAJ-**

**Fundación Memoria
Histórica y Social
Argentina**

**Asociación Buena
Memoria**

Familiares de Desaparecidos y Detenidos
por Razones Políticas



Asamblea Permanente
por los Derechos Humanos



Ces huit organisations argentines des Droits de l'Homme forment l'association Memoria abierta : six d'entre elles possèdent des fonds documentaires. Ainsi "Memoria Abierta" travaille collectivement pour produire une réflexion et une série d'actions ayant pour objectif de promouvoir l'exercice de mémoire sur le terrorisme d'Etat et les années de violence politique en Argentine, et d'enrichir la culture politique démocratique.

L'objectif spécifique de "Memoria abierta" est la production, la préservation, et la diffusion systématique du patrimoine historique culturel pendant la période de dictature politique. Pour cela, "Memoria abierta" récupère, organise et facilite l'usage et la communication publique de milliers de documents sur divers supports. Elle crée aussi une nouvelle source historique à partir de l'enregistrement de témoignages oraux de protagonistes et de témoins, et collecte les informations topographiques qui rendent compte de l'usage de l'espace urbain dans l'application du plan systématique de répression illégale.

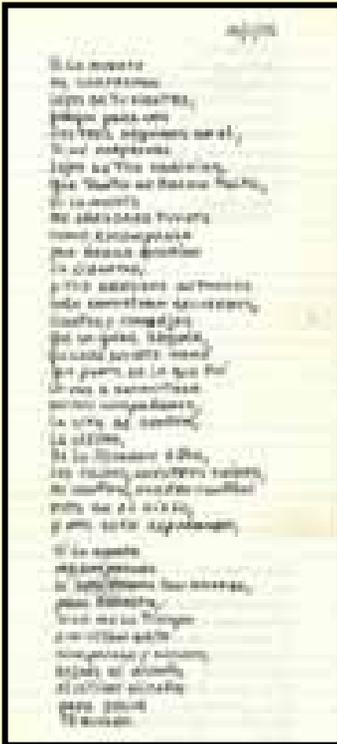


LE PROGRAMME « PATRIMOINE DOCUMENTAIRE » DE MEMORIA ABIERTA : préservier et communiquer les archives des ONG argentines relatives aux droits de l'Homme

- Un programme coordonné lancé par les 8 organisations de "Memoria abierta"
- Un défi : développer les possibilités d'utilisation de ces archives et faciliter leur accès
- Une méthode : établir un programme commun et des règles de traitement des documents mettant l'accent sur le classement, l'organisation, le catalogage et la conservation des documents
- Un outil : un catalogue collectif publié sur papier et sur le site www.memoriaabierta.org.ar, pour une mise en relation des fonds d'archives, et un accès très large aux documents. Chacun d'entre eux fait l'objet d'une fiche référencée.

LES ARCHIVES DE MEMORIA ABIERTA

Documents privés



Documents d'organisations de défense des droits de l'Homme



Témoignages oraux

Sources gouvernementales





LIBRARY AND ARCHIVES CANADA

INITIATES DIALOGUE
ON HUMAN RIGHTS



Archival practice at Library and Archives Canada has become increasingly, if only gradually, concerned with human rights issues. Developments in this area have resulted from a growing and sometimes painful awareness of past errors, which have subjected particular ethnic groups or populations to serious injustice.

Library and Archives Canada cannot rewrite history; but as the government agency responsible for the nation's collective memory, it is committed to making known, acquiring and preserving documentary evidence that is crucial to the protection of human rights.

Here are some examples of the Canadian experience from past years.



THE LEGACY OF THE ABORIGINAL RESIDENTIAL SCHOOLS

The Aboriginal Healing Foundation offered Library and Archives Canada an excellent opportunity to work directly with the Aboriginal community when it proposed the idea of mounting an exhibition on Aboriginal residential schools.

This project was an attempt to tell the true but painful story of an institution committed not to protecting Aboriginal people but to assimilating them.



*A group of nuns with Aboriginal students, ca. 1890
Library and Archives Canada, PA-123707*



THE LEGACY OF THE ABORIGINAL RESIDENTIAL SCHOOLS

Through this exhibition, Library and Archives Canada manifests an ongoing desire to assemble information on the history of Canada's First Nations. *Where are the Children?* confirms that the silence is now broken.



*"A Thou Shalt Not Tell Lies."
Cree students at the Anglican
Lac la Ronge Mission School, La Ronge, Saskatchewan,
1945
Photo: Bud Glunz, National Film Board of Canada
Library and Archives Canada, PA-134110*



THE LEGACY OF THE ABORIGINAL RESIDENTIAL SCHOOLS

The subject is delicate, and its repercussions, current: residential schools are today the object of legal proceedings and demands for compensation. Archival documents are of prime importance in these claims.



Indian children holding letters that spell AGoodbye at Fort Simpson Indian Residential School, Fort Simpson, North-West Territories, ca. 1922

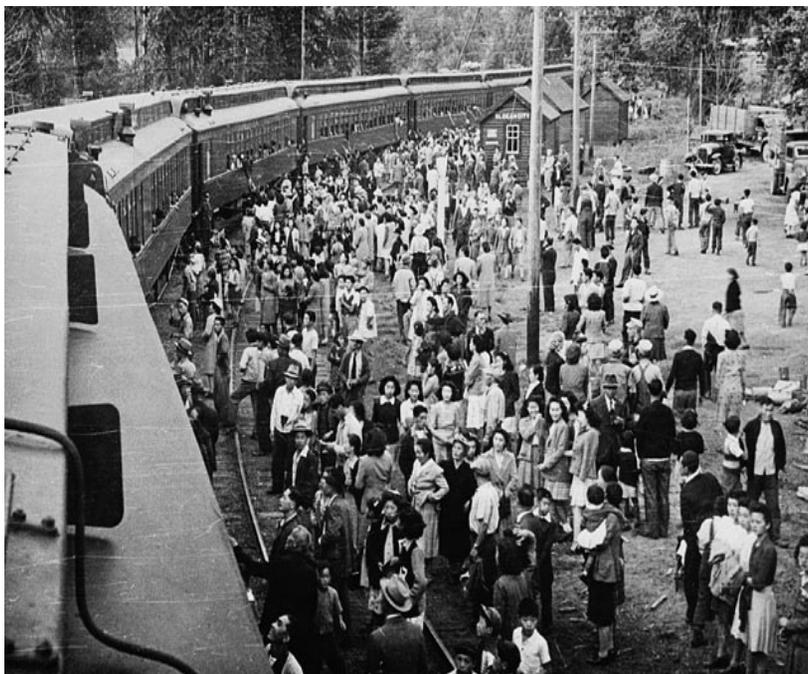
Photo: J.F. Moran

Library and Archives Canada, PA-102575



JAPANESE CANADIANS DURING THE SECOND WORLD WAR

The Japanese attack on Pearl Harbor on December 7, 1941, amplified by the press, sparked fears of an invasion of the whole Pacific coast. As a security measure, the Royal Canadian Mounted Police confiscated Japanese fishing boats, halted production of Japanese newspapers and closed Japanese schools.



Japanese Canadians being relocated to camps in the interior of British Columbia, ca. 1942

Photo: Tak Toyota

Library and Archives Canada, C-046356



JAPANESE CANADIANS DURING THE SECOND WORLD WAR

In 1942, the Prime Minister of Canada, William Lyon Mackenzie King, issued a series of decrees aimed at relocating all people of Japanese origin to a protection zones. All personal property left behind was confiscated by the government.



*Japanese Canadians being relocated to camps
in the interior of British Columbia, 1942
Library and Archives Canada, C-057250*



JAPANESE CANADIANS DURING THE SECOND WORLD WAR

Special trains transported Japanese persons and Canadians of Japanese origin to small towns in the British Columbia interior, where they were confined in camps that had no electricity or running water. At least 20,881 people were uprooted, 13,309 of whom were actually born in Canada. Most of the adults had been in the country for 25 to 40 years.



*Japanese Canadians being relocated to camps in the interior of British Columbia, 1942
Library and Archives Canada, C-057249*



JAPANESE CANADIANS DURING THE SECOND WORLD WAR

The last control measures were not lifted until 1949, four years after the war was over, when Japanese Canadians were given the right to vote.



*Community kitchen at Japanese-Canadian internment camp in Greenwood, British Columbia, ca. 1943
Library and Archives Canada, C-024452*